

<http://ugtg.org/spip.php?article1934>



Semaine anticoloniale : Sortir du colonialisme - Etat des luttes des organisations syndicales membres de la



PSNSE

Date de mise en ligne lundi 25 février 2013

- Actualité -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



DIMANCHE 24 FÉVRIER 2013

Les organisations syndicales membres de la PSNSE (Plateforme des Syndicats des Nations Sans Etats) seront présentes à cette rencontre des dernières colonies françaises et feront état de leurs luttes, notamment contre une double domination :

- ▶ contre la logique de l'argent roi qui découle de la domination capitaliste, donc pour défendre et améliorer les conditions de vie et de travail des salariés, des chômeurs, des jeunes...
- ▶ contre l'étreinte sociale et économique liée à la domination de type colonial subie par chacun de nos peuples. Dans des conditions historiques, politiques, institutionnelles, très différentes pour les uns et les autres, nous avons l'ambition d'agir en tant que syndicat pour associer de manière « indissoluble et complémentaire » ces deux dimensions du combat de nos peuples, la lutte de libération sociale et la lutte de libération nationale, afin d'affirmer le droit de nos peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les organisations de la PSNSE présentes lors de cette rencontre évoqueront leurs avancées, leurs difficultés et ce qu'elles attendent les unes des autres, en particulier lorsqu'elles sont confrontées aux mêmes conditions administratives, réglementaires, institutionnelles imposées par un même Etat dominant.

L'UGTG (Guadeloupe), l'UGTM (Martinique), SLB (Bretagne), LAB (pays basque), le STC (Corse), USTKE (Kanakyl) sous domination de l'Etat français, donneront en introduction un exemple récent de leur combat pour une véritable représentativité (élection dans les TPE) et pour une réelle défense de l'emploi (accord « flexisécurité »).

- ▶ Une large place sera consacrée à la lutte des travailleurs guadeloupéens avec la venue du représentant de l'UGTG. L'UGTG étant victime d'une forte répression anti-syndicale, alors que les accords issus du combat du LKP de 2009 ne sont toujours pas appliqués.

- ▶ Quant à Mayotte, après la mascarade de sa départementalisation par la France, au mépris du droit international, cette île comorienne évoluerait vers un statut de RUP (Région Ultra Périphérique) ... Le peuple maori continue de se soulever contre la vie chère, tandis que le visa criminogène de Pasqua-Balladur (instauré en 1995) continue de faire des victimes comoriennes (plus de 10 000 morts dans le bras de mer entre les îles de Mayotte et d'Anjouan) !
- ▶ En kanaky, Le processus d'indépendance gagne du terrain, le drapeau KANAKY flotte désormais au côté du drapeau tricolore. Les transferts de compétences de l'état français à l'île s'enchaînent, et doivent être achevés avant 2014, cette date signifie la fin de l'accord de NOUMEA. Le référendum d'autodétermination doit avoir lieu entre 2014 et 2018. Mais la population kanak est minoritaire sur sa propre terre, et les formations de cadres traînent. Les flux migratoires prennent des proportions alarmantes depuis quelques années. Les inégalités sont de plus en plus criantes. Les mines de nickel exploitées par des multinationales, sont loin de profiter à des populations kanak et océaniques de plus en plus dépourvues.

Salle Jean Dame

17 rue Léopold Bellan 75002 Paris M° Sentier